

La direction générale ment comme le gouvernement !

Alors que l'on s'attend à une explosion dans la prise en charge des personnes âgées dans les prochaines années, la Direction Générale choisit de fermer 800 lits de longs séjour et d'en transformer 800 autres en lits de court ou moyen séjour.

Si nous ne contestons la nécessité de créer des lits de court et moyen séjour, le désengagement de l'AP-HP sur le long séjour est une aberration sociale et même économique.

En effet, la création de structures privées ne suffira pas à prendre en charge tous les besoins, en particulier pour les personnes très dépendantes, très malades ou socialement démunies.

Les structures privées sont en générales très onéreuses et pas habilitées à l'aide sociale.

Les patients qui sont à l'AP-HP dans les longs séjours ont une prise en charge plus lourde et de nombreuses pathologies. Les structures privées n'en veulent pas.

De plus, le fait de diminuer le nombre de places en long séjour va augmenter le coût total de la prise en charge pour les lits qui restent ouverts, l'AP-HP se tire une balle dans le pied ! ou programme la fin des longs séjours ?

Le gouvernement, les directeurs, sont obsédés par la seule idée d'un fonctionnement qui relève de la gestion et non d'une connaissance des personnes âgées.

"100 000 à 200 000 patients âgés souffrent de dénutrition."

Il est demandé aux soignants, du rendement, qui oblige à laisser de côté l'aspect humain.

Une infirmière témoigne : j'ai l'impression d'agresser en permanence, il faut aller vite. Je n'ai plus le temps de parler avec les résidents, de les accompagner en fin de vie.

Une aide soignante : j'ai 13 à 15 résidents à m'occuper, ça veut dire que la toilette est expédiée en 15 mn, pour donner à manger à une personne dépendante, il faut 30 mn, pour bien faire une toilette, il faut 30 à 45 minutes.

”C’est de l’abattage”

Le week end, l’après midi, la nuit, c’est la catastrophe , une infirmière pour deux étages, voire pour un bâtiment entier.

Selon une étude faite en 2004, un tiers des Infirmiers souhaite quitter la gériatrie, avec pour motifs : manque de reconnaissance et de soutien, conditions de travail déplorable et salaire pas motivant.

Les aides soignants ont moins de facilité de mutation, pour les mêmes raisons.

Ces quelques lignes sont tirées d’un article paru dans la revue « que choisir ».

Triste constat que vous connaissez bien vous les soignants, qui avez encore un espoir de changement.

L’AP-HP ne trouve rien de mieux que d’obliger les nouveaux diplômés à prendre des postes en gériatrie, ce qui est vécu comme une sanction et qui entretient le mal être sans résoudre les problèmes de fond (souffrance, pénibilité, manque de moyens).

Cerise sur le gâteau, les hôpitaux de gériatrie découvre cette année, un nouveau plan d’économie (28 millions d’euros) « spécial long séjour » qui s’ajoute au plan d’économie global !

C’est encore moins de personnel, moins de moyens pour les personnes âgées !

On prévoit aussi une baisse de la qualification des agents et un glissement de tâches .

C’est aussi du personnel mal formé, sans qualification pour baisser le coût du travail !

On est loin des discours de la Directrice Générale et du gouvernement d’amélioration de la prise en charge de la personne âgée !

Déjà l’hôpital Emile Roux est en grève contre ce nouveau plan d’économie qui va encore dégrader les conditions de travail du personnel .

Les médecins s’inquiètent des conséquences d’une nouvelle baisse des budgets sur la qualité des soins .

SUD Santé s’oppose au plan d’économie « gériatrie » et appelle les salariés à se mobiliser pour dénoncer les projets de la direction générale.

Nous exigeons un vrai projet national, face aux besoins de santé dont nous aurons à faire face dans les prochaines années pour la prise en charge des personnes âgées.